



**Cahier des charges demande d'aide
Dotation Nouveaux et Jeunes Agriculteurs
(DNJA)**

Dispositifs FEADER : 75.01.01 et 75.05.01

à compter du 1er juin 2023



Préambule

La nouvelle période de programmation de la Politique Agricole Commune (2023-2027) débute au 1er janvier 2023. Le Plan Stratégique National (PSN) constitue le document unique PAC pour la France avec :

- les interventions du 1er pilier via le FEAGA pour les soutiens aux revenus et aux marchés
- celles du 2ème pilier à travers le FEADER pour le développement des zones rurales.

Ce document stratégique a été adopté le 31 août 2022.

Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire est l'Autorité de Gestion du PSN.

Le PSN constitue le cadrage des interventions nationales possibles qui prennent la forme de « fiches Type d'opération ». Ce PSN agrège également les éléments financiers au niveau national.

La déclinaison du PSN pour la Région Nouvelle-Aquitaine est le Plan Stratégique Régional (PSR). La Région Nouvelle-Aquitaine est désormais Autorité de Gestion régionale pour les mesures non surfaciques du second pilier.

A compter du 1^{er} juin 2023, la Dotation Nouveaux et Jeunes Agriculteurs (DNJA) remplace la DJA. Au-delà des ambitions nécessaires en matière de viabilité des exploitations, la DNJA vise à relever les nouveaux défis auxquels fait face l'installation en agriculture : l'accélération des départs, l'arrivée de nouveaux profils, les enjeux agro-écologiques et les risques sanitaires...

Le présent cahier des charges détaille les modalités d'attribution de la DNJA en faveur des nouveaux et des jeunes agriculteurs ainsi que le circuit des dossiers. Il complète les dispositions du Plan Stratégique Régional FEADER de la Nouvelle-Aquitaine.

D'autres documents d'appui au dépôt d'une demande d'aide FEADER sont mis à disposition par la Région Nouvelle-Aquitaine tels que le Guide du porteur de projet FEADER et le Guide du porteur de projet MDNA.

Table des matières

Préambule	1
Table des matières	2
Présentation du dispositif	3
Objectif	3
Conditions d'éligibilité du porteur de projet	3
Conditions d'éligibilité du projet	3
Engagements du porteur de projet spécifiques à la mesure DNJA	4
Engagements liés à l'obtention d'une aide dans le cadre du FEADER	5
Montant de l'aide forfaitaire	5
Calcul du Volet trésorerie (pour les Jeunes Agriculteurs uniquement)	5
Calcul du volet Outil de Production (pour les Jeunes Agriculteurs et les Nouveaux Agriculteurs)	7
Modalités de versement de l'aide	9
Suivi de la mise en œuvre du projet d'installation	9
Modifications du projet	9
Visites sur place	11
Circuit de gestion des dossiers	11
Demande d'aide	11
Instruction et sélection de la demande d'aide	12
Attribution de l'aide	13
Demandes de paiement	13

Annexes : A venir

Présentation du dispositif

Objectif

La Dotation Nouveaux et Jeunes Agriculteurs (DNJA) est une aide forfaitaire facilitant le démarrage de l'activité agricole pour les futurs chefs d'exploitation qui s'engagent dans un projet viable et agro-écologique.

Conditions d'éligibilité du porteur de projet

Les bénéficiaires éligibles sont des personnes physiques d'au moins 18 ans et de moins de 55 ans.

Nota bene : On distingue, parmi les bénéficiaires éligibles, les Jeunes Agriculteurs des Nouveaux Agriculteurs sur la base de l'âge : les Jeunes Agriculteurs ont au moins 18 ans et moins de 41 ans, les Nouveaux Agriculteurs ont au moins 41 ans et moins de 55 ans. Ils n'ont pas accès à la même aide (voir Montant de l'aide forfaitaire).

Les bénéficiaires éligibles sont :

- soit titulaires d'un diplôme, titre ou certificat agricole de niveau 4 au minimum (Bac pro, BPREA, etc.),
- soit titulaires d'un diplôme, titre ou certificat toute spécialité de niveau 4 au minimum ET peuvent prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années.

Nota bene : La liste des diplômes, titres et certificats de niveau 4 sont indiqués en annexe 1 ; les éléments permettant de justifier de l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole sont indiqués en annexe 2.

Les bénéficiaires éligibles :

- soit ne sont pas affiliés à la MSA en tant que chef d'exploitation
- soit sont affiliés à la MSA en tant que chef d'exploitation depuis moins de 3 ans à la date du dépôt de la demande d'aide.

Les bénéficiaires éligibles n'ont pas déjà obtenu une Dotation Jeune Agriculteur (DJA) ou DNJA. Le bénéficiaire éligible au volet Trésorerie de la DNJA n'a jamais obtenu de prêt d'honneur de la Région.

Ces conditions doivent être remplies à la date du dépôt de la demande d'aide.

Conditions d'éligibilité du projet

Le projet d'installation doit présenter un plan d'entreprise sur 4 ans qui :

- s'appuie sur une étude économique élaborée par une structure sélectionnée dans le cadre de l'appel à candidatures régional pour l'accompagnement à l'installation (voir annexe 3) et datée de moins de 1 an à la date de demande d'aide, et
- démontre la capacité pour le futur chef d'exploitation à dégager un revenu disponible agricole supérieur ou égal à 1 SMIC (applicable au 1^{er} janvier de l'année du dépôt de la

demande) en dernière année d'engagement (voir annexe 4 pour le calcul du revenu disponible agricole).

Le plan d'entreprise doit détailler, pour l'ensemble des activités de production agricole éligibles au titre du PSR et mises en œuvre par le porteur de projet, sur la durée du projet :

- L'ensemble des moyens de production (structure juridique, main d'œuvre, foncier, bâtiment, matériel, cheptel...),
- Les productions issues de ces outils (types de produits, signes de qualité, prix de vente estimés de ces produits...),
- Les modalités de production (fertilisation, irrigation, alimentation des animaux...),
- Les circuits de commercialisation des produits,
- Le financement des outils de production et de la trésorerie.

La cohérence du projet est vérifiée à la demande d'aide.

Engagements du porteur de projet spécifiques à la DNJA

Le porteur de projet s'engage :

- à s'affilier comme chef d'exploitation au plus tard dans les 6 mois après l'attribution de l'aide et à le rester durant 4 ans à compter de l'attribution de l'aide
- à mettre en œuvre un projet d'installation répondant, au plus tard en 4^{ème} année d'engagement, à au moins un des critères d'éco-conditionnalité suivants :
 - soit paiement au titre de l'éco-régime de niveau 2 ou 3
 - soit certification Agriculture Biologique sur 97% de la SAU
 - soit certification Haute Valeur Environnementale.

Nota bene : Sont exonérés de cet engagement les projets d'installation sans SAU (surface agricole utile) reposant exclusivement sur de l'élevage en estive, ou de l'élevage sur parcours non déclarés à la PAC, ou des productions spécifiques telles que l'apiculture, l'héliciculture, la myciculture.

- à installer le siège social de son exploitation agricole en Nouvelle-Aquitaine. Dans le cas d'installation sur plusieurs exploitations, cet engagement s'impose à l'ensemble des exploitations présentes dans le plan d'entreprise.
- en cas d'installation en société, à détenir au moins 10% des parts sociales de la ou des sociétés support de l'activité agricole présentée dans le plan d'entreprise pendant toute la durée du projet.
- à s'installer dans une société comprenant moins de 50 salariés et moins de 10 millions d'euros de chiffre d'affaire.

La capacité à respecter les engagements est vérifiée à la demande d'aide.

La réalisation effective des engagements relatifs aux critères d'éco-conditionnalité est vérifiée à la demande de paiement du solde. En cas de non-respect, une déchéance de 20% de l'aide attribuée est appliquée.

La réalisation effective des autres engagements est vérifiée à la demande de paiement de l'acompte et du solde. En cas de non-respect, une déchéance totale de l'aide est appliquée.

Engagements liés à l'obtention d'une aide dans le cadre du FEADER

Precisions à venir

Montant de l'aide forfaitaire

Le montant de l'aide est calculé sur la base des deux volets qui s'additionnent : le volet Trésorerie et le volet Outil de production. Le Volet Trésorerie est accessible aux Jeunes Agriculteurs ; le Volet Outil de production est accessible aux Jeunes Agriculteurs et aux Nouveau Agriculteurs.

Le montant minimal de l'aide publique relative à la DNJA est de 4 000 €, le montant maximal de 54 500 €.

La DNJA est financée à 40% par la Région et à 60% par le FEADER.

Calcul du Volet trésorerie (pour les Jeunes Agriculteurs uniquement)

Le montant du volet Trésorerie dépend de la zone d'installation, du caractère hors cadre familial ou non du porteur de projet et de la nature du projet (reprise en agriculture biologique le cas échéant). Le montant minimal d'aide publique du volet Trésorerie est de 13 000 €, le montant maximal de 32 500 €.

Modulation	Montant de l'aide forfaitaire	
Zone d'installation	Plaine :	13 000 €
	Zone défavorisée simple :	15 000 €
	Montagne :	17 000 €
Installation hors cadre familial		5 500 €
Reprise en agriculture biologique	97% AB et > 5 ha :	10 000 €
	Autre reprise AB:	4 000 €

La zone d'installation correspond au siège d'exploitation et à 80% des surfaces exploitées, sur la base des surfaces déclarées à la PAC ou lors de l'affiliation MSA en tant que chef d'exploitation. Lorsque ces deux conditions ne sont pas réunies, il convient de retenir la zone la moins favorisée.

L'installation hors cadre familial est définie par :

- dans le cas d'une installation en individuel ou par création de société : l'exploitant précédent n'est ni père/mère, ni conjoint (marié, pacsé), ni père/mère du conjoint du jeune agriculteur – pour 90% minimum de la surface déclarée à la PAC ou lors de l'affiliation MSA en tant que chef d'exploitation.

- dans le cas d'une installation par rachat de parts de société existante : aucun des associés exploitants n'est père/mère/frère/sœur/conjoint/ père ou mère du conjoint du jeune agriculteur

La reprise en agriculture biologique correspond à une installation prévoyant d'exploiter des surfaces déjà converties à l'agriculture biologique ou ne nécessitant pas de conversion pour produire en agriculture biologique dès le début de son engagement et prévoyant d'exploiter une SAU certifiée AB pour 97 % au moins à la fin de son engagement.

- la modulation à 10 000 € est attribuée quand 97% minimum des terres exploitées au début de l'engagement (déclarées à la PAC ou dans l'affiliation MSA en tant que chef d'exploitation) bénéficient d'une certification AB (les terres en conversion ne sont pas prises en compte) et représentent une surface supérieure à 5 hectares.
- la modulation à 4 000 € est attribuée lorsque au début de l'engagement un minimum de 1 ha bénéficie d'une certification AB (les terres en conversion ne sont pas prises en compte), quelle que soit la surface exploitée.

Vérification des modulations du volet trésorerie

Le calcul du montant du volet Trésorerie est établi à la demande d'aide sur la base du projet d'installation. Le respect des modulations retenues est vérifié à la demande de paiement de l'acompte et du solde.

	à l'acompte	au solde
Zone d'installation	Après vérification, le montant de la modulation est ajusté si besoin	Après vérification, le montant de la modulation est ajusté si besoin
Installation hors cadre familial	Après vérification, la modulation est annulée si la condition n'est pas respectée	Pas de vérification au solde
Reprise en agriculture biologique	Après vérification, la modulation est ajustée ou annulée si les conditions ne sont pas respectées	Après vérification, la modulation est ajustée ou annulée si les conditions ne sont pas respectées

Calcul du volet Outil de Production (pour les Jeunes Agriculteurs et les Nouveaux Agriculteurs)

Le montant du volet Outil de production dépend du montant de dépenses prises en compte et de la nature des productions prévues dans le projet d'installation. Le montant minimal d'aide publique du volet Trésorerie est de 4 000€, le montant maximal de 22 000 €.

Montant de l'aide forfaitaire	Montant de dépenses prises en compte				
	de 50 000 € à 75 000 €	de 75 000 € à 100 000 €	de 100 000 € à 125 000 €	de 125 000 € à 150 000 €	de 150 000 € à 175 000 €
Projets d'installation comprenant des herbivores reproducteurs	4 400 €	6 600 €	8 800 €	11 000 €	13 200 €

Autres projets d'installation	4 000 €	5 000 €	6 000 €	7 000 €	8 000 €
-------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------

Montant de l'aide forfaitaire	Montant de dépenses prises en compte			
	de 175 000 € à 200 000 €	de 200 000 € à 225 000 €	de 225 000 € à 250 000 €	supérieurs à 250 000 €
Projet d'installation comprenant des herbivores reproducteurs	15 400 €	17 600 €	19 800 €	22 000 €
Autres types d'installation	9 000 €	10 000 €	11 000 €	12 000 €

La nature des productions distingue les projets qui comprennent des herbivores reproducteurs des autres. Un projet d'installation est réputé comprendre des herbivores reproducteurs s'il justifie d'un minimum de :

- 10 UGB pour des vaches allaitantes/laitières, des juments ou des ânesses de plus de 36 mois ;
- 6 UGB pour des brebis ou des chèvres de plus d'un an ou ayant déjà mis bas

Nota bene : dans les cas mixtes (par exemple, un projet d'installation incluant des vaches et des brebis), le projet devra justifier d'un minimum de 10 UGB.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses réalisées par l'entreprise à compter de la date de la demande d'aide et durant les 4 ans d'engagement de type :

- parts sociales de l'exploitation
- bâtiments (hors habitation)
- parts sociales de coopératives ou CUMA
- cheptel
- matériel (investissement dans du matériel, et/ou factures d'utilisation de matériel en CUMA) plafonné à 80 000 €
- foncier plafonné à 50 000 €
- cotisations annuelles d'adhésion au Service de remplacement

Vérification des modulations du volet Outil de production

Le calcul du montant du volet Outil de production est établi à la demande d'aide sur la base du projet d'installation. Le respect de la modulation retenue est vérifié à la demande de paiement.

Le respect de la condition relative à la nature des productions (herbivores reproducteurs) est vérifié au paiement de l'acompte et du solde sur la base des registres d'élevage ou tout autre document justificatif. La présence des animaux doit être justifiée au minimum sur les trois dernières années d'engagement. En cas de non-respect de cette condition, la modulation est ajustée à hauteur de l'aide correspondant pour les « autres projets d'installation ».

Le montant de dépenses pris en compte est vérifié à la demande de paiement du solde sur la base des dépenses suivantes effectivement justifiées :

- parts sociales de l'exploitation : justificatif d'acquisition des parts

- dépenses de type bâtiment (hors habitation) : immobilisation de type bâtiment inscrite sur le fichier d'immobilisation à la date de fin d'engagement, divisé par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période
- parts sociales de coopératives : immobilisation de type parts sociales de coopératives inscrite sur le fichier d'immobilisation à la date de fin d'engagement, divisé par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période
- cheptel : immobilisation de type cheptel inscrite sur le fichier d'immobilisation à la date de fin d'engagement ou tout autre justificatif d'achat de cheptel, divisé par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période
- matériel : immobilisation de type matériel inscrite sur le fichier d'immobilisation à la date de fin d'engagement plus factures d'utilisation du matériel en CUMA, divisé par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période
- foncier : immobilisation de type foncier inscrite sur le fichier d'immobilisation à la date de fin d'engagement, divisé par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période, et tout justificatif d'acquisition de foncier à titre personnel au nom du porteur de projet
- cotisation annuelle d'adhésion au service de remplacement : factures d'adhésion, divisée par le nombre de bénéficiaire de la DNJA sur l'exploitation sur cette période

Nota bene : Seul le montant total de dépense est vérifié, la répartition entre les différents types de dépense n'est pas analysée (sous réserve du respect des plafonds). Au paiement du solde le montant d'aide attribué est recalculé en fonction du montant de dépenses réellement justifié (aucun ajustement à la hausse possible).

Afin de calculer le montant d'aide prévisionnel en fonction du projet présenté, une calculette est mise à disposition en ligne : <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/th%C3%A9matique/vous-avez-un-projet-concernant-lagriculture-la-foret-ou-natura-2000.html#>

Modalités de versement de l'aide

La DNJA est versée en deux fois : un acompte de 80% du montant de l'aide attribuée sur présentations des différents justificatifs exigés pour justifier l'installation, un solde correspondant au reliquat à verser après vérification des différents engagements. Les versements de la subvention FEADER et de l'aide régionale sont effectués conjointement par l'Agence de Service et de Paiement.

Suivi de la mise en œuvre du projet d'installation

Modifications du projet

Toute modification des éléments transmis dans le cadre de la demande d'aide susceptible de remettre en cause l'éligibilité du projet ou l'accès à une des modulations devra être signalée au service instructeur. **Précisions à venir.**

Visites sur place

7% des dossiers ayant eu une aide attribuée feront l'objet d'une visite sur place par le service instructeur de la Région. Le bénéficiaire de l'aide est averti au moins 15 jours avant la visite. Cette visite sur place a pour objectif de s'assurer de la cohérence entre le projet présenté dans le cadre de la demande d'aide et la réalisation effective du projet. En cas d'irrégularité constatée ou de non-respect des engagements (en particulier les obligations de publicité), le bénéficiaire est amené à présenter ses observations.

Contrôles

Précisions à venir.

Circuit de gestion des dossiers

Demande d'aide

La demande d'aide s'effectue de manière dématérialisée sur le portail en ligne MDNA (Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine).

Pour être recevable, une demande d'aide contient au minimum les informations suivantes :

- le nom et prénom du porteur de projet
- la description du projet d'installation, y compris ses dates prévisionnelles de début et de fin
- la localisation prévisionnelle du projet d'installation
- le montant d'aide sollicité
- l'étude économique et son rendu

Après vérification de ces éléments minimum, un accusé de recevabilité est adressé au porteur de projet via l'outil MDNA, cette date constitue le point de départ temporel des dépenses prises en compte au titre du volet Outil de production. L'accusé de recevabilité marque également le début du délai de 3 mois maximum pour compléter le dossier de demande d'aide.

Nota bene : la liste indicative des pièces justificatives à joindre pour une demande d'aide complète sont précisées en annexe 6.

La phase de pré-instruction par les cellules de pré-instruction des Chambres d'agriculture a pour objet de vérifier la cohérence, la complétude et la conformité de la demande d'aide et des pièces jointes. En cas de besoin, il pourra être demandé des pièces complémentaires.

Cette demande de pièces complémentaires n'interrompt pas le délai de trois mois à compter de la date de recevabilité pour compléter le dossier. Si le dossier n'est pas complété dans ce délai, il sera alors réputé abandonné et la demande sera clôturée sans suite. Si nécessaire, une nouvelle demande d'aide pourra être déposée, l'éligibilité des investissements au titre du volet Outil de production démarrant alors à la nouvelle date de dépôt de dossier recevable.

Instruction et sélection de la demande d'aide

Une fois les vérifications opérées par les cellules de pré-instruction, le dossier de demande d'aide complet est transmis au Service Instructeur de la Région responsable de vérifier l'éligibilité de la demande, d'examiner les engagements du demandeur, d'établir le montant de l'aide et de remplir la grille de sélection.

Le porteur de projet précise dans sa demande d'aide les arguments ou pièces probantes pour justifier chacun des quatre critères de sélection : compétence du demandeur, maturité technico-économique du projet, solidité financière du projet et anticipation des risques climatiques et sanitaires. Le Service instructeur de la Région peut s'adresser au porteur de projet pour apporter les éléments d'analyse complémentaire.

Les dossiers pour lesquels le service instructeur a besoin d'éclaircissement pour valider un critère de sélection, et les dossiers ayant fait l'objet de remarques de la part du partenariat régional et départemental, feront l'objet d'un examen par un comité technique territorial.

Ce comité, composé d'expert dans le domaine agricole, financier, juridique, foncier, technique auditionnera les demandeurs pour mieux comprendre le projet d'installation et mieux analyser sa viabilité. Ce comité n'a pas de pouvoir décisionnel mais appuie le Service instructeur dans son travail d'instruction en apportant des compétences techniques et la connaissance du territoire du projet.

Nota bene : la grille de sélection vise à prioriser les projets qui répondent le mieux à l'objectif de viabilité des installations. Les critères de sélection ne constituent pas un engagement souscrit par le porteur de projet et ne sont donc pas vérifiés au moment du paiement.

Critères et grille de sélection (sous réserve de son approbation par le Comité de suivi du 09 mai 2023)

Principes de sélection	Critères de sélection	Notes	Méthodologie de calcul des points, le cas échéant
compétence du demandeur	Plan de Professionnalisation Personnalisé	1	le point est attribué si le projet justifie de la présence soit d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé validé soit d'un Plan de Professionnalisation Personnalisé agréé assorti des attestations de formation obligatoires prescrites avant installation
maturité technico-économique du projet	Etude économique étayée/justifiée, par exemple sur la base de: - référentiels de production, - prix de vente cohérents, - circuits de commercialisation sécurisés, - études de marché, - prise en compte des aléas production/vente, - diagnostic préalable ...	1	le point est attribué si le faisceau d'indices des argumentaires et justificatifs apportés dans la demande d'aide valide le critère de sélection
solidité financière du projet	Plan de financement des investissements justifié par exemple sur la base de: - accords bancaires, - prêts familiaux, - autres formes de financement ou subventions sollicitées, - relevés de compte pour l'apport personnel ... Plan de trésorerie justifié	1	le point est attribué si le faisceau d'indices des argumentaires et justificatifs apportés dans la demande d'aide valide le critère de sélection
anticipation des risques sanitaires, climatiques et environnementaux	Démarches prévues pour prendre en compte les risques climatiques et sanitaires, par exemple : - formations spécifiques, - accompagnement/conseil pré ou post installation, - investissements en matériel, - pratiques agronomiques préventives, - conduite du troupeau adaptée, - adhésion à un Groupement de Défense Sanitaire, - assurance multi-risque climatique, ...	1	le point est attribué si le faisceau d'indices des argumentaires et justificatifs apportés dans la demande d'aide valide le critère de sélection
Total		4	
Seuil de sélection : 4 points			

A l'issue de ce processus, le projet est sélectionné s'il répond aux conditions minimales de la grille de sélection. A défaut, il n'est pas retenu et le porteur de projet fait l'objet d'un courrier qui l'en informe.

Parallèlement à l'instruction, une synthèse anonymisée des demandes d'aide complètes est transmise sous forme de fiches projets au partenariat régional et départemental pour consultation.

Attribution de l'aide

Les projets sélectionnés sont présentés en Commission Permanente du Conseil régional pour engager les crédits Région, puis en Instance de Consultation Partenariale (ICP) pour valider les cofinancements FEADER.

Nota bene : le délai indicatif entre le dossier complet et la date de notification de l'aide est d'environ 4 mois.

La décision juridique est adressée par courrier ou par mail au bénéficiaire, sous la forme d'une convention précisant le montant attribué (part régionale et part européenne), les engagements à respecter et les modalités de versement de l'aide.

La date d'attribution de l'aide déclenche le début de l'engagement des 4 ans du bénéficiaire à rester chef d'exploitation.

Nota bene : si le bénéficiaire n'est pas encore affilié à la MSA en tant que chef d'exploitation, il a 6 mois maximum pour le faire à compter de l'attribution de l'aide.

Demandes de paiement

Les demandes de paiements sont à déposer sur MDNA.

La demande d'acompte et de solde pourront se faire dès que le demandeur pourra présenter l'ensemble des pièces justificatives (voir annexe 7 et 8).
